

REGROUPEMENT
INTER - ENTREPRISE

BULLETIN N° 6

DECEMBRE 59- JANVIER 60

QUE DEVONS NOUS FAIRE/?

La réunion du 12 Décembre n'a groupé que 6 camarades d'entreprise. Dans ces conditions, ces camarades ont estimé qu'il ne leur était pas possible de décider de la suite qu'ils devaient donner aux propositions de transformer ce simple amote-rendu en un bulletin qui paraîtrait plus régulièrement.

Pour certains camarades ce bulletin devait contenir à la fois des informations sur les luttes d'entreprises (récits de camarades, informations de presse) des discussions sur des sujets intéressant les travailleurs; mais il devait avant tout être ce que les camarades y participant et le diffusant aurait voulu qu'il soit.

Si les camarades qui avaient assisté aux premières réunions s'en désintéressaient maintenant, cela pouvait signifier pour la demi-douzaine qui restait qu'ils ne pouvaient rien d'autre que maintenir des contacts entre eux. C'était bien artificiel et inutile dans ces conditions de vouloir publier un bulletin à six en ayant l'air de parler au nom d'un bien plus grand nombre.

Nous avons parlé de toute cela avec divers camarades:

- les uns ont surtout souligné l'utilité de papiers qui épauleraient une action dans une entreprise et ne parlant que des problèmes de l'entreprise, les seuls qui intéressent les travailleurs.

- d'autres ont estimé que l'échec de toutes les formules de journaux ouvriers obligeait à repenser à l'attitude du prolétariat d'aujourd'hui et à ce que pouvait faire un groupe comme le nôtre.

- d'autres enfin ont pensé qu'il fallait continuer à diffuser - à la mesure de nos moyens - toutes les informations que nous pourrions recevoir.

La décision appartient à tous les camarades qui ont participé au regroupement inter entreprise et sera prise au cours d'une prochaine réunion, à laquelle chacun sera convoqué individuellement.

Nous demandons à ceux qui ne pourront venir de donner leur point de vue par lettre avant la réunion pour que nous puissions en tenir compte.

TENTATIVE DE GREVE DANS LES P.T.T./

Il y a plus de six mois, notre lieu de travail était considéré comme une oasis au sein des P.T.T. Tous les mécontents d'ailleurs venaient échouer là en dernier ressort. Il y avait bien sûr du travail, mais on ne parlait pas encore de cadences infernales ou de productivité à outrance.

Comme ailleurs les P.T.T. rajeunissent parfois leurs cadres et, contre l'ancien patron qui prenait sa retraite nous recevons un chef relativement jeune, ayant déjà fait

ses preuves ailleurs et prétendent mater notre bureau. La situation devient catastrophique sur le plan des effectifs, et, durant la période des vacances les cadences deviennent vraiment infernales. Chaque "chef" cherche "10 minutes d'unité" par ci, "10 minutes d'unité" par là. Évidemment, les agents rechignent dans leur coin, ils travaillent à "la pendule", mais rien de précis ne se passe. Subitement les organisations syndicales sont devenues muettes, et seuls quelques militants cégétistes prônent l'inaction. Il ne faut rien faire, il faut laisser dire, il faut laisser faire, les gars l'ont voulu, ils ont voulu DE GAULLE, et bien, qu'ils les prennent les coups de pied dans les fesses, quand ils en auront assez, liste dit-on.

Depuis les vacances, nous avons reçu un surcroît de travail et de plus en plus les "unités" sont recherchées et utilisées au maximum. C'est la goutte qui fait déborder le verre. Les organisations syndicales restent pratiquement muettes, elles participent bien entendu, à la fameuse manifestation platonique du 21 Octobre. Il y a pourtant de nombreuses manifestations, de nombreuses discussions, le mécontentement est flagrant.

Subitement, le 22/11, dans l'après-midi, la CGT décide de lancer un mouvement de grève de 24h à minuit. Des bulletins sont ronéotypés pour que les gars donnent leur avis. Ce bulletin indique que les conditions du service de nuit sont lamentables et les revendications suivantes sont présentées: paiement de la 17^e nuit, hebre de nuit à 100frs deux nuits sur quatre intégrales et le service actif. Les agents doivent répondre par "oui" ou par "non" s'ils veulent faire grève à minuit, ils doivent mettre leur nom et signer ce qui permettra, dit le délégué syndical, de nommer ceux qui ont dit oui et qui se sont dégonflés au moment de l'action, il y a une autre question: quelle solution proposez-vous à la place de cette grève si vous n'êtes pas d'accord? C'est la première fois qu'un référendum semblable a lieu dans le bureau à ma connaissance. Les grèves en général étaient jusqu'ici votées à main levée dans une "Assemblée Générale" des agents. Une ou deux fois les trois syndicats réunis ont fait voter par "oui" ou par "non" sur l'éventualité d'une grève, et le vote était resté secret.

Les gars ne sont vraiment pas contents. Qu'est-ce que ça veut dire? Les langues se délient. Ils veulent imiter un autre bureau qui a fait grève de 20h à 24h, il y a quelques jours. Ils ne veulent pas être en reste, ils ont reçu l'ordre de la cellule de faire au moins autant que ce bureau, chez eux aussi il y a émulation et productivité. Veulent-ils devancer la journée prévue dans toute la Fonction Publique qui doit avoir lieu dans une dizaine de jours; un coup d'épée dans l'eau disent d'ailleurs les agents, un mouvement aussi idiot que celui qu'on veut nous faire faire, un mouvement sur commande, convenu d'avance. Faut-il faire semblant de s'agiter avant que KHROUCHTCHEV n'arrive car, trop près de son voyage, il faut rester calme, l'agitation est impossible, formellement interdite. Ce sont les questions posées par le "tout-venant", par la "masse".

La CGT s'explique. Il faut faire quelque chose. Nos conditions de travail deviennent de plus en plus dures, de plus en plus mauvaises. D'ailleurs, c'est du tout cuit; à 6h demain matin, c'est certain, la brigade de jour débrayera. Mais lorsqu'un anonyme de la masse demande ce qui les intéresse dans les revendications proposées par le bulletin le responsable de la CGT répond mais pour eux, c'est un autre bulletin avec des revendications particulières pour leur service. Il faut faire la grève absolument aujourd'hui car sans cela, avec notre service de brigades tout le monde ne serait pas dans le coup, il faut que tous y participent pour prouver notre unité (et surtout pour ne pas que certains jaloux en profitent pour dire qu'il n'y a pas de raison pour que je paye pour les autres). Et puis, dit le militant cégétiste, vous n'êtes pas contents alors, il n'y a que ce moyen pour changer les choses.

Les agents résistent mais enfin une grève se prépare à l'avance, bien entendu nous sommes déjà partis comme cela à minuit mais il y avait un motif immédiat, un copain sanctionné ou une raison interne au bureau. Nous savons bien, nous avons toujours des raisons de faire la grève, mais pourquoi aujourd'hui plus tôt que dans une quinzaine de jours ou qu'il y a huit jours, nos raisons de faire grève sont toujours valables, il s'agit simplement de trouver le moment le plus propice. Pourquoi vouloir mettre le service de "jour" dans le bain, disent certains, c'est nous qui ne sommes pas contents et c'est uniquement nous les nuiteux qui avons "nos" revendications particulières à faire valoir. Il faudrait que les

autres collègues des autres centres en fassent autant, il faudrait prendre des contacts il doit aussi y avoir des emus semblables ailleurs puisque l'un d'eux la semaine dernière a débrayé de 8h à 14h, ce serait mieux. Je dois dire que sur le lieu même du travail, il y a eu peu de commentaires sur cette grève, même les cégétistes n'en ont guère parlé. Il y en a même qui pensent que d'après les questions posées, il s'agit de savoir si nous sommes prêts ou non à sacrifier deux ou trois mille francs car une action de ce genre ne peut en aucun cas être rentable.

La CGT ne veut rien savoir, c'est tout de suite qu'il faut débrayer, c'est aujourd'hui même, d'ailleurs, elle a décidé de ne lancer le mouvement que s'il y avait plus de 75% de oui. Les résultats nous les avons très mal connus, il n'y a eu qu'une faible majorité de oui, pas plus de 55 à 60% (dans mon coin 5 pour, sur 20, dans un autre 4 pour, sur 25, ailleurs 8 pour et 6 contre mais ce doit être les résultats les plus défavorables aux cégétistes, il a été impossible d'avoir les autres et d'avoir le résultat d'ensemble). Le 23 à 14h il n'y a absolument rien, aucune agitation, c'est le calme complet, la CGT digère l'échec, il y a seulement quelques agents très intéressés qui voudraient savoir s'il y a mouvement ou pas car, c'est toujours cela de gagner, on prendrait le dernier métro et on finirait la nuit chez soi, s'il est trop tard, il faut rester au travail, ou dans la rue, ou bien partir à pied, ce n'est pas du tout rencarde.

Alors retour de la pause, (minuit à une heure) c'est une discussion générale qui reprend, le mouvement n'a pas eu lieu et la plupart n'ont pas daigné assister à la réunion d'information convoquée par la CGT. Ils ne sont pas contents des cégétistes, ils traitent les autres de jaunes, de dégonflés, de lavettes, parce qu'ils ne sont pas d'accord avec eux. Et puis disent-ils, qu'est-ce que cela veut dire, il y en a qui ont proposé sur le bulletin, qu'on passe tous au "jour", qu'on refuse de faire la nuit toute l'année tous les ans pendant dix ans, pendant 20 ans, et même plus, mais c'est de l'orientailage. Le patron ne peut pas accepter cela, ils sont malades ceux qui ont mis cela sur le bulletin, comme action proposée. Cette forme de lutte n'intéresse pas la CGT, elle n'est pas dans son programme, elle n'est pas spectaculaire. Et puis disent-ils, ce que vous aurez maintenant, ce sera bien fait pour vous, vous l'aurez voulu, vous n'aurez rien fait pour l'empêcher et ne venez pas nous dire camarades, les syndicats ne font rien. Ils sont furieux, les agents n'ont pas répondu à l'ukase, ils n'ont pas répondu au fameux "section". Faut-il, ils ne sont pas encore militarisés. Un agent non cégétiste a eu le dernier mot en disant aux meneurs de l'action: "c'est vous les saboteurs".

Il y a eu un mécontentement certain du personnel et un désir de s'en sortir mais si les exploités veulent avoir satisfaction ils devront pour lutter contre l'Etat lutter également contre les syndicats. Les syndicats ne sont au sein des exploités que les représentants de l'Etat, les exploités ne pourront réussir que s'ils font leur travail eux-mêmes, que s'ils mènent eux-mêmes leur action sans avoir de délégués ou de représentants. La libération de la classe ouvrière passe également par la lutte contre les syndicats.

LETRE A UN CAMARADE DE LA SECURITE SOCIALE /

J'ai repris du service dans les syndicats, au syndicat autonome. La nécessité absolue de lutter à armes égales ou de se faire l'entre conditionne ce choix. C'est le seul moyen de diffuser "Confrontation" sans se mouiller aux yeux des copains; c'est aussi le seul moyen d'obtenir des collaborations à la base, et des prises de contacts. 200 par mois pour se ballader dans les centres ou les services; ça peut-être utile et ça l'est déjà. Le résultat est que "Confrontation" va paraître à la fin de ce mois. Et ce n'est pas moi qui l'écris. Objectif atteint. A plusieurs titres puisque le démarrage se situe au niveau de la réalité pure. Ce qui veut dire que pour l'instant "Confrontation" n'offre pas de perspective autre que la possibilité d'une libre discussion. Commençons par le commencement, la suite viendra d'elle-même. Ou ne viendra pas. L'avenir tranchera.

CONFRONTATION: un bulletin de "Confrontation" va incessamment paraître sous ce titre. Y participent pour l'instant 7 camarades (CGT-I- CFTC-2- CGT-FC-I, autonome I non syndiqués: 2).

LETRE d'UN CAMARADE d'une IMPRIMERIE parisienne/

Il y a environ 1 mois 1/2 un contrôle médical à la grande imprimerie DESFOSSÉ à PARIS a fait apparaître de nombreux cas de benzolisme; d'autres visites médicales plus sérieuses sont venues allonger la liste des malades qui sont au nombre de 168 à ce jour. Il s'en est suivi dans cette imprimerie un ralentissement de la production. Les hebdomadaires "Match" "Elle", etc... ont été imprimés pour une bonne partie dans d'autres imprimeries, dans lesquelles de ce fait, il est arrivé un surcroît de travail, et il a fallu d'une fois augmenté la production pour permettre à ces journaux de sortir en temps et en lieu. A l'imprimerie DEL DUCA les machines devaient tourner le dimanche matin et il n'était prévu pour quelques autres machines aucune interruption de la semaine, c'était la grande bataille de la production engagée pour venir en aide aux pauvres patrons de chez DESFOSSÉ victimes d'un contrôle médical un peu trop rigoureux...

C'est à ce moment que les rotativistes de chez DEL DUCA se décidèrent du jour au lendemain de ne plus faire d'heures supplémentaires, et de réclamer après les événements de chez DESFOSSÉ: le mois de congé payé + la semaine de 40h payée 48; cette dernière revendication a saisi la direction, car nous nous attendions tous dans un avenir plus ou moins proche à faire 40h: les machines tournant de plus en plus vite, les techniques tendent à supprimer du personnel, et de plus nous évacuons les vieilles machines lentes et usées en ITALIE d'où nous arrivent d'autres rotatives neuves et tournant à de grandes vitesses, sans employer plus de personnel. Puis les journaux de la presse du cœur se lisent de moins en moins.

En vue de ces considérations les 40h n'étaient pas longues à venir !!

Donc les rotatives s'arrêtent à 7h du matin, le samedi, et si l'une d'entre elle tourne c'est qu'elle est conduite par un contremaître avec l'aide de 3 ou 4 "lèche-cuyl"... Le service brochure ne fait plus d'heures supplémentaires, de même que le service gravure, sauf quelques exceptions. Plusieurs entrevues avec la Direction et les dirigeants syndicaux de l'usine n'ont rien apporté de constructif.

Samedi 23 a eu lieu une réunion générale des travailleurs à Blanqui. SOREL et PICHON ont pris la parole devant une assemblée que chacun s'accordait à trouver très nombreuse. Il a été dit que la lutte que nous mènerons allait s'étendre à toutes les imprimeries et se généraliserait... mais de cela nous n'en avons pas eu d'écho.

En dernier lieu une entrevue des dirigeants syndicaux de la confédération du livre CGT devait avoir lieu avec la haute direction, mais celle-ci a refusé.

Les choses en sont là.

La direction a reçu MM. PRUD HOMME, SOREL & PICHON du syndicat. Rien n'a transpiré de ce qui a été dit, mais le climat soutenu par les délégués a nettement baissé dans l'esprit de lutte et de fermeté. C'est ainsi que nous avons assisté à plusieurs propositions de part et d'autres:

- Venant des délégués : 30 frs de l'heure pour tout le monde.
- Refus de la direction qui propose: 10% d'augmentation aux rotativistes et 1 mois de congé payé pour tous, si les rotativistes acceptent les 4 x 6.
- refus des ouvriers.

Dans cela, plus question du mois de vacance et encore moins des 40h payés 48.

Et puis une sorte de démoralisation plane sans que nous nous en apercevions.

La direction effectue des mutations dans le personnel en arguant que ce sont les délégués qui l'ont demandé (ceci est vrai, mais il y a très longtemps : il y a différentes sortes de machines à imprimer et des ouvriers par l'intermédiaire des délégués avaient demandé à changer de machines, afin de se perfectionner et de ne pas rester à longueur d'année sur la même rotative; on choisit juste ces journées de lutte et de discussions pour faire ce changement.)

Puis dans chaque équipe on procède à un vote demandant s'il faut continuer la lutte : 50% de oui.

Alors le dernier coup qui mettra fin à tout cela: le syndicat n'approuve pas et ne peut pas soutenir cette lutte; celle-ci n'a aucune chance de se généraliser; par ailleurs le travail était fait au dehors par d'autres gens comme nous qui eux faisaient des heures supplémentaires, et cela le syndicat ne peut pas l'empêcher.

La direction dans une mesure de clémence et pour "contenter tout le monde" donne 10 Fns d'augmentation à tous.

Cette fois on ne nous parle pas de succès.

Un petit mot encore: le syndicat en ce moment, est en lutte pour obtenir une hausse des traitements mensuels des ouvriers de 4,33%, palier qui doit nous être donné fin mars, commencement mai. Ce palier de 4,83% le syndicat va essayer de le faire monter jusqu'à 5,33% (une victoire,) alors, avec les 10% que nous venons d'obtenir... et puis continuer, ça gênerait certainement le syndicat dans son action.

Aujourd'hui on se demande si nous n'allons pas travailler dimanche.

Encore une fois, et nous en avons la preuve le syndicat a arrêté le mouvement au lieu de l'aviver et le généraliser, cela aurait été facile; non rien, au contraire

LETRE d'un OUVRIER AMERICAIN /

Un ouvrier américain, travaillant dans l'industrie du matériel de précision dans la banlieue de NEW-YORK, nous écrit :

"J'ai lu vos bulletins, c'est très bien.

Les ouvriers des aciéries sont en grève, principalement pour empêcher les compagnies de monopoliser la production commerciale l'entement, ce qui jetterait dehors les travailleurs ainsi inutiles. Il s'agit de 40,000 à 50,000 ouvriers qui n'auront plus de travail et qui n'en trouveront plus ailleurs. Car les visées des compagnies sidérurgiques portent aussi atteintes aux droits d'ancienneté.

Je suppose que les syndicats vont céder sur l'essentiel: l'ancienneté, et le droit du patron à rationaliser. En outre les patrons, ont été très bien préparés pour cette grève et les syndicats n'ont rien fait pour élargir le champ de lutte. Aussi la politique anti-inflationniste du gouvernement est en accord avec le refus des patrons de donner une augmentation substantielle.

Dans une situation où la concurrence internationale se fait de plus en plus sentir, les syndicats doivent toujours céder. Les syndicats et le réformisme en général ne sont adaptés qu'aux périodes de prospérité et de marchandage. Là ils peuvent pratiquer la politique des petits avantages d'une usine à l'autre, sans que les revendications se généralisent. Aussi, en limitant les revendications à l'entreprise industrielle et aux qualifications des différents métiers, ils morcellent le mouvement et accentuent les différences entre les manoeuvres et les professionnels. Les "toolmakers" (outilleurs) avaient dans la période précédant la récession de larges possibilités de s'arranger avec le patron et de recevoir des augmentations jusqu'à 50% et plus au dessus du salaire syndical. Maintenant s'annonce un recul général. Pour une telle situation, le syndicalisme traditionnel et le réformisme ne sont pas et ne seront jamais préparés.

Quest-ce c'est que le réformisme? On doit le définir et le mesurer aux dommages qu'il porte à l'unité, à la solidarité, à l'auto-détermination de la classe ouvrière. Aujourd'hui, il y a peut-être moins de réformistes parmi les ouvriers que nous le croyons. La plupart des dirigeants ne sont que des commerçants des affaires politiques ou sociales qui se débrouillent d'un jour à l'autre, avec aucun autre but que de tenir leur position.

Par opposition aux revendications des syndicats, il faudrait revendiquer l'égalisation des salaires. Le salaire arraché aux patrons doit être suffisamment haut pour que la marge pour des accords individuels reste petite. Les revendications ne doivent pas être adaptées selon la position d'une entreprise au marché. Par exemple,

la sidérurgie ici est pratiquement sans concurrence. Elle a toujours eu les prix qu'elle voulait. Par ce fait, les travailleurs de l'acier avaient une position exceptionnelle: salaires, vacances, ancienneté, pensions, assurances sociales, etc... Mais les ouvriers du textile, de la transformation des métaux, du bois, de l'agriculture, bref la majorité des ouvriers américains sait qu'elle n'aura pas ces avantages par des accords individuels avec les patrons. Il faut soutenir les revendications qui ne peuvent pas être arrangées individuellement avec chaque patron sans porter atteinte à l'unité de la classe ouvrière. L'assurance sociale et les vacances doivent être générales et nationales. Les revendications doivent être formulées de façon applicables à toutes les catégories d'ouvriers. Actuellement aucun ouvrier n'ose quitter son boulot de peur de perdre les avantages. La mobilité de la classe ouvrière est à la longue pas seulement favorable au capitalisme, mais aussi à la classe ouvrière elle-même.

L'ARGENT DES TRAVAILLEURS/

Le fonds de salaire garanti (1% des salaires) a récolté en 1959, 33 milliards et n'a distribué en secours de chômage qu'un peu plus de 3 milliards.

Voilà qui fera plaisir aux chômeurs totaux, ou partiels, qui ont dû vivre ou qui doivent vivre avec les indemnités réduites que patrons et syndicats qui gèrent le fonds de salaire garanti leur octroient si généreusement... avec l'argent de tous les travailleurs.

Dans une MINE DE FER DE MOSELLE /

à AUDUN le TICHE, 700 mineurs se sont mis en grève pour demander la suppression du service de nuit.

A MAZOMET dans une petite ENTREPRISE TEXTILE/

la direction ayant licencié un ouvrier, les 45 ouvriers se mirent en grève; le patron répliqua par le lock-out. Plusieurs milliers d'ouvriers des usines de délainage se mirent alors en grève par solidarité.

DANS LE PROCHAIN BULLETIN/

HOLLANDE : une grève sauvage des autobus pour une augmentation de salaires.

LAVALETTE à ST OZEN : un mouvement contre les cadences; la dernière feuille du présent bulletin est un tract diffusé à l'occasion de ce mouvement.

LA GREVE "TOUR DE GAULLE" dans différentes entreprises.

Ce bulletin a été rédigé et tiré par des travailleurs, ouvriers, employés de différentes entreprises qui essaient de mettre en commun leur expérience de travailleurs et d'agir à la mesure de leurs moyens contre leur exploitation et contre toutes les mystifications.
Bulletin tiré à 800 exemplaires. Coût environ 15 NF

UN ATELIER EN GREVE

25 ouvriers des Brillants (atelier 24) se sont mis en grève 1 heure le mardi 12 & 2 heures le mercredi 13, 1 heure le vendredi 15 contre un changement de méthode qui les empêchait de faire leur boni habituel.

Aucun syndicat, aucun délégué n'ont parlé de cette grève. Il y a un mois la CGT mettait en garde contre une offensive des chronos, mais ne proposait absolument rien contre cette offensive.

Aujourd'hui, il y a une action, mais ils ne disent rien.

POURTANT CHEZ LAVALETTE, IL Y A DE QUOI S'INQUIETER/

Tout le monde sait que Lavalette va fabriquer des injecteurs sous licence BOSCH et que des accords ont été passés avec une firme anglaise pour être bien placés dans le Marché Commun.

Qu'est-ce que ça veut dire? Que Lavalette va se placer au niveau de ses concurrents, c'est-à-dire va produire au même prix de revient, c'est-à-dire avoir aussi des machines aussi modernes et des cadences aussi élevées.

Les ouvriers qui ont été en Allemagne ont pu se rendre compte que BOSCH avait du matériel plus moderne que Lavalette.

L'offensive des chronos elle s'explique facilement: tous les ouvriers doivent accroître les cadences pour permettre à Lavalette de s'aligner sur ses concurrents.

Mais ce n'est pas tout: ça permettra à Lavalette de tenir en attendant le matériel moderne dont on parle déjà et qui supprimera 2, 4, 10 postes. Et alors, on reparlera de licenciements.

Après avoir trimé deux fois plus pour "aider" la Direction à surmonter "les difficultés" les ouvriers seront mis à la porte.

CHELA N'EST PAS POUR DEMAIN, C'EST PARTOUT AUJOURD'HUI DANS L'USINE

LES REDUCTIONS d'horaires:

Quand l'horaire a été réduit à 40h, certains ateliers ont dû assurer en 40h la production de 45. C'était bien pour les ouvriers qui gardaient leurs paies mais plus encore pour la Direction qui trouvait là une bonne raison d'accroître les cadences et de le faire accepter sous la menace de licenciements. On peut même se demander si la réduction des commandes n'était pas du bidon pour faire avaler ça.

LES CHRONOS:

Et les chronos se sont mis à l'ouvrage; ce fut la dégringolade des temps comme à l'atelier 23, un des ateliers qui trimait le plus. Ils n'ont pas toujours fait ce qu'ils voulaient et souvent ils ont dû rallonger des temps trop justes.

Mais l'offensive dans l'ensemble a réussi et aux diminutions de salaires dues aux horaires réduits s'est ajoutée la diminution due aux cadences imposables à tenir.

Le résultat positif, c'est surtout la fatigue, l'abrutissement du travailleur rivé sans répit à sa machine, et qui n'a jamais le loisir de penser comment son travail ou sa condition pourraient changer.

LES LICENCIEMENTS:

En sous-main, mine de rien, on licencie pour un ou pour un non: et ceux qui partent ou qu'on force à partir en les écoeurant, en leur donnant des postes impossibles personne ne les retient.

Après avoir avalé tout, des cadences, des réductions de salaires, tout ça pour Lavalette, Lavalette vous dit merci.

L'ATELIER 24: Mais l'acceptation passive s'arrête où commence l'absurde. C'est le cas de la rectif de l'atelier 24 où la "nouvelle méthode" introduite aboutirait à une perte de salaire de 4 à 500 Frs par jour. C'est pour ça que tous les ouvriers des Brillants-sans exception ont commencé - et continuent- la lutte.

COMME EUX, LES OUVRIERS DOIVENT SE DEFENDRE:

Parce que la Direction toujours essaie de reprendre sur les salaires, les temps, sur tout.

Hier c'était l'atelier 23, aujourd'hui le 24, demain, ce sera qui?

La Direction attaque sur tous les plans, atelier par atelier. Les syndicats, ces "petites luttes" ne les intéressent pas; ils attendent les "grandes luttes" qui leur permettront de se mettre en place, ou ils n'attendent rien de tout.

L'atelier 24 ne doit pas rester isolé. Partout où les patrons réduisent les temps les ouvriers doivent décider entre eux de ce qu'il faut faire.

Plusieurs ateliers qui débraient cela fera réfléchir la Direction. Et s'ils continuent, on doit recommencer.

Que cette grève se termine par une victoire complète ou partielle, elle aura au moins montré que la volonté de lutte des ouvriers n'est pas un mot.

Même lorsque les syndicats les laissent choir, les ouvriers savent s'organiser et défendre non seulement leur beefsteak, mais aussi défendre leurs conditions de travail lorsque leur exploitation dépasse certaines limites.

MAIS IL NE FAUT PAS AVOIR D'ILLUSIONS:

Trop souvent, chez Lavalette, comme ailleurs, les travailleurs acceptent les brimades personnelles, les changements d'horaires, de cadences, de méthodes, sans rien dire.

Même quand ils sont acculés par les patrons à lutter comme à l'atelier 24, les ouvriers ne dépassent pas souvent ces petites luttes.

Leurs victoires d'un jour, ils se les laissent reprendre d'une manière ou d'une autre.

Parce que dans la société capitaliste, chaque petite lutte, s'il fallait la mener jusqu'au bout, il faudrait nous mettre tous ensemble chez Lavalette, tous ensemble partout.

Parce que dans cette société capitaliste, les patrons font ce qu'ils veulent.

Les ouvriers, ce sont des bêtes de somme: bons pour produire "à mort", quand il y a des commandes, bons au chômage, quand il y a des "difficultés."

Aujourd'hui, on se bat pour l'horaire, demain pour le boni. Un jour parce que le patron veut nous faire travailler un peu trop, demain parce qu'il ne nous fait pas travailler assez. Et toujours il nous tient avec l'argent, notre argent qui représente la richesse que nous produisons.

Nos victoires et nos luttes seront toujours sans lendemain tant qu'une classe dirigeante prendra ce que nous produisons pour s'enrichir comme des capitalistes, pour faire la guerre comme en ALGERIE, pour la course à la lune comme aux USA, ou en RUSSIE, pour le gachis comme dans tous les pays de l'Ouest ou de l'Est. Parce que selon leurs besoins à eux, dirigeants de toutes sortes, ils nous donneront toujours des ordres dans notre travail, les horaires, les cadences, etc...

Il n'y aura plus de victoires sans lendemain, le jour où tous les travailleurs utiliseront pour eux seuls les richesses qu'ils produisent; le jour où ils décideront eux-mêmes de tout leur travail, le jour où ils fixeront eux-mêmes leurs conditions de travail leurs horaires, leurs cadences.

En attendant, il nous faut lutter sans relâche, et toujours recommencer, seulement pour arriver à vivre.